

la Souveraineté. S'il devait en être autrement, il dirait qu'il ne coïncide pas l'opinion publique et qu'il ne serait plus digne de la représenter. Le Canada avait un magnifique avenir, mais ce ne serait jamais en s'unissant aux États-Unis; car cette union nous détruirait nos terres publiques et nos droits de douane, et nous donnerait des taxes énormes. — On avait censuré le gouvernement parce qu'il ne faisait pas connaître ses idées; l'hon. membre devait dire que le ministère avait fait tout en lui pour empêcher l'effusion du sang, et que d'ailleurs on saurait plus tard s'il était endormi et avait eu peur. [L'hon. membre parla alors des troubles des jours précédents.] Il ajouta qu'il ne se laisserait jamais intimider par des émeutiers; qu'on verrait dans moins d'un mois l'indignation publique se manifester d'un bout du pays à l'autre contre les attentats commis à Montréal.

M. Gugy parla ensuite sur toutes choses et toutes personnes, et fut suivi de M. McConnell qui dit qu'il croyait que les représentants par leur adresse mériteraient d'être assaillis de pierres, d'œufs, etc. !

Le Dr. Nelson voulait savoir de M. Gugy, s'il (Gugy) avait parlé de lui (Nelson) en appliquant aux membres libéraux le surnom de *underhug* (suptôt). (M. Gugy répondit que non.) M. le Dr. Nelson disait hautement que l'hon. M. Cayley et tous ses amis calomniaient les Canadiens-Français, en disant d'eux qu'ils étaient les ennemis jurés des personnes d'autres origines. Il niait cela. Les Canadiens-Français avaient montré le contraire plusieurs fois. Il pourraient en particulier parler de leur hospitalité proverbiale. Les Canadiens-Français en effet recevaient, sous leurs toits, l'étranger, qu'il fut Anglais, Ecossais, Français, etc. (L'hon. membre cita ensuite des exemples de cette hospitalité remarquable.) L'hon. membre ajoutait qu'on avait parlé de catholiques et de protestants; il devait dire que jamais on ne faisait de ces distinctions dans le pays; on ne demandait jamais compte à un homme de sa croyance religieuse, il n'était pas inquiété, parce qu'il professait le protestantisme. L'hon. membre ajoutait que ceux qui faisaient de prétails avancés, étaient de mauvais citoyens; c'étaient des calomniateurs. — Il soutiendrait pour sa part, le gouvernement constitutionnel du pays; il donnerait sa vie pour le protéger contre ses ennemis du dedans et du dehors. Quant aux brigandages récents, c'était une tache terrible sur les habitants de la ville de Montréal. — Si le bill d'indemnité, passé par les deux chambres, n'avait pas été sanctionné, il (Dr. Nelson) aurait dit que le gouvernement responsable était fini. Il demandait ce que le peuple anglais disait si la Reine refusait sa sanction à un bill passé par la chambre des communes et la chambre des lords. Or, ce devait être la même chose pour le Canada. Il était prêt à tout faire pour maintenir la paix, même au risque de perdre toutes ses propriétés. Il avait refusé d'armer ses amis pour d'envoyer sa maison. Mais il ne croyait pas que l'on pût se laisser d'avantage attaquer dans les rues, assailli de toutes manières. Il ne doutait pas qu'à l'assaut que la réflexion aurait rempli la passion ou verrait avec horreur la tache indélébile suinte au nom de la ville de Montréal. Il croyait que, relativement à l'ordre de chose actuel, le pays était tranquille, mais que relativement aux brigandages récents le pays était profondément agité, indigné.

M. Cauchon parla ensuite fort au long; nous n'entendîmes que la fin de son discours. Le bill d'indemnité avait été passé par les trois quarts de la chambre, et par une majorité d'hommes d'origine bretonne. Il n'y avait donc rien de plus injuste que ce que l'on disait contre la passation de cette mesure. Il croyait que c'eût été une injustice énorme envers le pays, si le ministère avait cédé devant les émeutiers, et ayant abandonné ses grandes mesures. Il était convaincu que si les représentants du peuple n'appuyaient pas énergiquement le gouvernement, ils étaient grandement coupables.

M. Badgley [Story] défend M. Papineau, au sujet de ses attaques contre le ministère. Il dit que M. Papineau a agi avec franchise [!] et courage [!].

Le Dr. Bouillier arriva de son comté; il avait vu des hommes de toutes les nuances opinions; il trouvait tout le monde unanime à condamner les émeutiers et incendiaires, et à exprimer sa confiance dans S. E. lord Elgin et son administration.

M. Thompson ne dirait qu'un mot. A son avis, les émeutiers n'étaient qu'une machine dans les mains d'autres hommes qui se cachent [applaudissements].

L'hon. R. Baldwin s'en tiendrait à ce qui avait été dit. Le gouvernement n'entendait pas discuter ce sujet aujourd'hui, mais viendrait plus tard répondre à toutes les accusations. Il proposait donc de renvoyer les ordres du jour au lendemain. Accordé.

M. Egan obtint un congé d'absence de 15 jours et M. Wilson un congé de 3 semaines, et la chambre s'ajourna.

Mercredi, 2 mai 1849.

La chambre a commencé à siéger à 3 heures, p. m. L'hon. Mr. Baldwin a lu le rapport du comité nommé pour s'enquérir de l'état des Bills pendant devant la chambre le 25 avril dernier. Après quoi, Sir A. McNab a demandé à l'hon. M. Lafontaine pourquoi on publiait dans la *Gazette Officielle* les adresses qui arrivent au gouvernement en ce moment, tandis qu'on n'a pas publié celles des *serviteurs* (!) du Haut-Canada contre le bill d'indemnité; il regardait cela comme une insulte faite au H. C.—L'hon. M. Lafontaine répondit qu'on fasse cette publication, par rapport aux bus des adresses, et que celles du H. C. seraient publiées aussi bien que celles du B. C.—Et la chambre s'est adjournée.

#### CONSEIL LÉGISLATIF, 2 MAI.

Le conseil s'est adjoint ce jour à 3 heures. L'hon. Mr. Ross, a proposé qu'au moins que le conseil adoptât une adresse à S. E. Lord Elgin au sujet des derniers événements, il y ait appel nominal des membres du conseil mercredi le lendemain. L'hon. M. Brooks a proposé un amendement que le conseil prît l'adresse en considération vendredi le 4 du courant. Il y a eu alors des débats chaleureux où se sont prolongés jusqu'à 7 heures. L'hon. M. Caron a parlé deux fois; et l'a fait avec succès. Il a fait voir toute la justice du bill d'indemnité pour les pertes du B. C.; il a prouvé que ce bill était égal dans les mêmes termes que celui du Haut-Canada, qu'il avait été discuté fort long, puis passé dans les deux chambres par la majorité. L'hon. membre ajoutait que d'ailleurs, autre qu'en Angleterre on avait au moins 6 à 8 semaines pour avoir connaissance de la mesure et l'apprécier pleinement. S. E. Lord Elgin n'avait pas donné tout de suite sa sanction à ce

bill; qu'entre la passation du bill et la sanction qui avait été donnée, Lord Elgin avait eu le temps d'en écrire à son gouvernement impérial et d'en recevoir une réponse; que l'on devait supposer favorable, puisque Lord Elgin avait sanctionné la mesure. L'hon. M. McGill demanda alors à M. Caron s'il savait qu'il y eût une semblable réponse. M. Caron répondit qu'il n'en savait absolument rien; mais qu'au moins on pouvait raisonnablement et en toute sûreté le supposer, vu les actes de Lord Elgin jusqu'à ce jour et vu la position où s'était trouvée Son Excellence. De là, l'hon. membre conclut qu'il était pour le moins fort curieux et fort amusant de voir les honorables membres de l'opposition prétendre mieux connaître les intérêts de la Grande Bretagne que la Grande-Bretagne elle-même.

L'hon. M. Ross a aussi fait un bien hon discours, dans

lequel il a justifié l'administration et Lord Elgin dans leurs actes relatifs au bill d'indemnité, et a censuré de la manière la plus sévère et la plus juste les horribles attentats commis par MM. les *loyaux* de Montréal.

Des honorables Bruneau et Deboucherville, non ne dirent rien, vu les circonstances. Souvent le silence en dit plus que des colonnes entières.

Quant à l'hon. E. P. Taché, il a su soutenir sa réputation de capacité et de vrai patriotisme. Il a fait voir toute la bêtise et le crime des attentats des huit jours écoulés. Il a montré les *loyaux* prenant leur *loyauté* par l'lement, l'incendie, et la haute trahison! Et d'un autre côté, il ajouta, qu'est-ce que la population libérale a fait? quelles maisons a-t-elle incendiées? qui a-t-elle attaquée? Ah! elle est demeurée paisible et loyale. Et c'est ce parti, qu'on appelle les rébelles? Je repousse une pareille appellation; elle est contraire à la vérité, elle est contraire aux faits." Puis l'hon. membre a dit qu'il ajouterait quelques mots sur la conduite du gouvernement. "Le ministère, a-t-il dit, a été accusé de timidité, de faiblesse. Eh! bien, non, il n'a pas été timide il n'a pas été faible: s'il n'a pas levé des volontaires et ne s'est pas entouré de troupes, ce n'est ni par crainte ni par incapacité; ça a été uniquement pour empêcher l'effusion du sang. On nous reproche d'avoir fait insulte à Lord Elgin une seconde fois; eh! bien, qu'on veuille bien entendre les faits. Nous avons à Montréal une nombreuse population qui nous demandait des armes pour protéger Son Excellence, protéger le gouvernement et garantir la paix; nous avions, dans le voisinage immédiat de Montréal, au-delà de 50,000 hommes toutprêts à marcher et à prendre les armes pour la défense des autorités établies et la protection de la vie et des propriétés des citoyens. Mais S. E. Lord Elgin n'a jamais voulu consentir à leur armement. Le gouvernement voulait éviter l'effusion du sang. Il se résolut à faire rencontrer les Canadiens-Français (formant une grande partie du parti libéral) et les conservateurs (qui sont d'origine étrangère). Lord Elgin ne voulait pas amener ces deux populations en contact; il se refusait à des collisions entre les deux races. Ainsi qu'on le comprend bien; ce n'est ni la force, ni le courage qui ont manqué au gouvernement; mais ce qui lui manque, ça a été le désir de faire verser le sang humain. La seule considération de l'effusion du sang lui a adopter la conduite qu'il a suivie."

Après d'autres remarques de l'hon. M. Taché, auquel nous ne pouvons rendre justice par cet analyse, et les discours de quelques autres honorables membres (McGill, Jones, Pinhey, etc.), l'amendement de M. Brooks (tory) a été mis aux voix et perdu. Après quoi, l'hon. M. Ross a dit que, pour rencontrer les vues des honorables membres, il changerait sa motion comme suit: "qu'un appel nominal des membres de cette honorable chambre soit fait de lundi prochain en huit jours," c'est-à-dire le 14 courant. Cette motion, mise aux voix, a été emportée par un vote de onze voix contre dix, l'hon. D. B. Viger votant avec les libéraux.

#### LES CONSEILLERS LEGISLATIFS.

Après ce qui vient de se passer au conseil législatif où l'absence volontaire des membres libéraux pent donner à MM. les *Conservateurs* une majorité contre le gouvernement et contre le désir du peuple exprimé par la chambre d'assemblée, nous pensons que tous les conseillers législatifs, appartenant au parti libéral, se feront un devoir de se rendre à leurs postes pour le jour de l'appel nominal. Il faut que ces honorables messieurs sacrifient un peu leurs intérêts particuliers. Le pays s'attend à des sacrifices de leur part. Il serait vraiment pénible de voir, surtout dans un moment comme celui-ci, des Canadiens s'éloigner de leur siège en parlement et s'en aller chez eux. Une pareille conduite servirait sans patriote et contrarie aux devoirs d'un bon citoyen qui a à légiférer pour son pays.

Nous ne nommerons aucun des honorables membres du conseil qui sont actuellement absents; car il peut se faire qu'ils le soient par affaires majeures ou par maladie. Mais nous sommes déjà décidés à publier les noms des membres libéraux qui ne seront pas à leurs postes le quatorze du courant. Il faut que le pays sache qui le sera avec zèle et assiduité, qui a cœur son avancement et sa conservation.

Dépêche mardi, la ville est retombée dans un calme plat complet. On s'occupe dans les rangs des Libéraux à faire signer une adresse à la Reine et une autre à S. E. Lord Elgin. Nous invitons tous les Réformistes et tous les amis du bon gouvernement à se hâter de signer ces adresses. Il faut que tout le monde les signe. Car dans un moment comme celui-ci, celui qui n'est pas pour nous est contre nous. Or, être contre nous, c'est être contre le bon gouvernement, contre la justice égale, et pour l'oppression ou l'anarchie.

Nous avertissons nos concitoyens de ne pas se laisser endormir par l'apparence de tranquillité qui règne parmi nous en ce moment. Les mêmes hommes qui ont durant huit jours incendié les propriétés et commis les plus grands attentats, travaillent nuit et jour, nous disent les journaux toroies. Il se fait une grande organisation parmi eux. Dans quel but et pour quel temps? C'est ce que nous apprendra l'avvenir. Toujours, soyons sur nos gardes; ne provoquons personne, mais soyons prêts à soutenir l'autorité établie et à protéger nos vies et nos propriétés.

Nous pensions que, dans un moment tel que le moins présent, les rédacteurs de l'*Avenir* s'abstiendraient de tout écrit propre à soulever entre eux et les journaux libéraux une discussion acrimonieuse ou au moins désagréable. A notre grand regret, nous avouons que nous

nous sommes trompés dans notre bienveillante supposition. L'*Avenir*, de mercredi, offre une correspondance des plus injurieuses à l'adresse de la *Minerve*, en contenant une autre des plus malicieuses, des plus haineuses et des plus calomnieuses à l'adresse du Révérend M. Pinsonneau, prêtre de St. Sulpice. C'est (publiquement portant) le triste connu *Campagnard* de St. Hyacinthe qui est l'auteur. Cela suffit pour faire comprendre que c'est un article contre le clergé catholique, qui y est traité d'une manière infame, et de louanges de l'*Avenir* que nous avons eu occasion d'introduire nos lecteurs. Vu sans dire que nous ne nous arrêterons pas, pour le moment au moins, à cette production, qui ne peut ni faire honneur ni faire de bien à M. *Campagnard* et son père l'*Avenir*, et qui ne pourra jamais diminuer le respect que l'on a pour le clergé catholique et M. Pinsonneau en particulier.

C'est avec le plus grand plaisir que nous annonçons à nos lecteurs qu'il a déjà commencé à se tenir des assemblées dans plusieurs localités du district de Montréal, au sujet des troubles de Montréal. Le district de Québec et les autres districts du Bas-Canada n'entendent pas non plus demeurer inactifs; ils se remettent, ils s'organisent; ils passent des résolutions et adoptent des adresses à Lord Elgin et à S. M. la Reine. Nous serons très heureux de reproduire le plus grand nombre possible de ces adresses, et ne manquerons pas au moins de faire connaître les procédures des assemblées et les réponses de S. E. Lord Elgin.

L'Hon. George M. offert et ses quelques 150 amis ont fait paraître mercredi une proclamation (!) pour exhorter les *loyaux* à la paix!! N'est-ce pas ridicule de voir ces bons messieurs prêcher la paix à pareille heure? Lorsqu'ils ont fait depuis le 25 avril pour tenir les turbulents en haleine et leur fournir des prétextes de faire du tumulte et des émeutes, ils viennent dire: "nous vous prions, pour l'amour de votre pays, que les *loyaux* ou dégradés par leurs actes, de votre Reine (que les *loyaux* ont insultée dans la personne de son représentant,) et de vous-mêmes (qui ont promené la torchie de l'incendie par toute la ville), de faire tout en vous pour maintenir la paix et préserver les propriétés!" Et ces gens mal-intentionnés, ces incendiaires, ces misérables qui ont violé la Répresentation nationale et atteint à la Majesté de Notre Très Gracieuse Souveraine, ils sont appellés, aujourd'hui que leur œuvre est faite, à garder la paix et à préserver la propriété!! Que n'a-t-on fait cela, dès le lendemain de l'incendie du parlement? Pourquoi les conservateurs influents de cette ville, qui signent la proclamation dont nous parlons, ne sont-ils pas allés même à l'assemblée convoquée le 25 avril à 8 heures par la *Gazette de Montréal*? Est-ce que ces messieurs ne pensaient pas avoir alors autant d'autorité qu'ils s'en croient aujourd'hui? Si ce n'est pas cela pourquoi, n'ont-ils pas agi?

Le Transcript du 1er du courant termine un de ses articles éditoriaux comme suit:

"Il est sincèrement à espérer que le peuple (!) ne se portera à aucune autre violence; il est vrai (!) que "l'on a blessé ses sentiments d'une manière presque insupportable, mais en commettant ces actes de violence, ce, il fait tort à sa propre cause. Qu'il attende au moins patiemment la réponse à la pétition qu'il se prépare à envoyer à la Souveraineté. Agir avec une violence sans signification est l'extrême de la folie!"

Nous citons ce passage, afin de fournir à nos lecteurs un échantillon de la manière de parler du Transcript. C'est un précieux morceau pour l'histoire.

La *Gazette de Montréal* de mercredi contient la phrase suivante: "La mob (troupe d'émeutiers et d'incendiaires) mène beaucoup de louanges pour la MOBÉRATION QU'ELLE A MONTRÉAL dans ses progrès!" Pour nous, nous demandons au pays s'il entend ratifier un pareil avancé; nous lui demandons si les brigands, qui ont dévasté notre ville et insulté les chambres et le représentant de la Souveraineté, méritent autre chose que l'extrême pénalité de la loi?

Le *Morning Chronicle* de Québec du 30 avril, parlant des troubles de Montréal, dit: "Ici (à Québec), il n'y a ni nécessité ni inclination pour la destruction." A nos lecteurs à bien apprécier le sens d'une pareille phrase.

Afin que nos lecteurs puissent juger de ce que MM. les Tories entendent faire des Libéraux et des Canadiens-Français en particulier, nous extrayons de la correspondance Montréalaise l'extrait suivant dont la traduction vient immédiatement après:

"The cri of 'notre langue, NOTRE RELIGION et nos lois,' has had its day long enough. The time is now come for us to give them a taste of our language, OUR RELIGION and our laws, IN SPITE OF THEM-SELVES." Le cri de "Notre langue, NOTRE RELIGION et nos lois," a duré assez longtemps. Le temps est maintenant venu de les faire goûter (les Canadiens-Français) à notre langue (anglaise). NOTRE RELIGION (protestante) et nos lois, en dépit d'eux."

Est-ce là un langage tolérable? Tout cela des prétentions raisonnables? Les catholiques peuvent-ils, en présence de pareils faits, rester les bras croisés et se taire? Non, relevant la tête comme des braves, comme des catholiques; disons bien haut que nous ne nous courberons jamais sous le joug de l'anarchie, de l'irreligion et du protestantisme. S'ils y sont prêts à défendre nos droits, à défendre notre gouvernement, à défendre notre religion. En attendant, renforçons le gouvernement par nos adresses de confiance et nos offres de services. Les ennemis du peuple et de sa religion ne sauront pas cela triompher.

Il y a eu à Toronto une assemblée de Tories pour demander le rappel de Lord Elgin et le désavoue du Bill d'Indemnité. Il est question d'enoyer Sir A. McNab en Angleterre à cet effet.

Hier, la chambre a procédé aux affaires; il ne s'y est rien passé de bien intéressant.

Nous regrettons de voir que Ronald MacDonald, écrivain et rédacteur de l'*Avenir* de Québec, M. MacDonald est un homme capable qui, nous l'espérons, trouvera succès et profit dans le nouvel emploi qu'il peut se proposer de remplir.

C'est dimanche prochain que s'ouvre à Baltimore le concile provincial des É. U.

Ce matin il a été décidée (à la Chambre), que les résolutions de M. Latreille, relatives au transport du siège du gouvernement à Québec, ne seraient pas en conséquence que lundi prochain.

On nous apprend qu'il doit se tenir, mardi prochain, une grande assemblée des habitants du comté de Rouville, au sujet des événements récents de la capitale.

Le numéro de mai du Journal Anglais d'Angleterre nous est parvenu. Le prix de cette excellente publication n'est que de cinq chelins par an.

Voir la dernière page.

**PAPINEAU ET LES VANDALES**—L'on sait que c'est aux cris de "Dumb French Rebels" Down with the French Domination: (*À los les damnés rebelles François!* à bas la domination française), que les émeutiers de Montréal le corps auxiliaire qui doit aider la ligne de Brockville à empêcher le Bas-Canada, se sont portés à des excès qui ont frappé de stupeur notre morale et paisible population. C'est nous, comme peuple, ce sont nos institutions civiles, nationales et religieuses que l'on a voulu frapper en insultant la personne du représentant de Sa Majesté, incitant le Palais Législatif et avec lui deux bibliothèques où nos hommes studieux trouvaient les meilleurs ouvrages de littérature française; c'est nous qu'on a voulu frapper dans les personnes: dans les propriétés de nos nobles politiques; c'est nous qu'on veut frapper au moyen de ce mouvement général qu'on a imprimé à une section fascisée de la population. Certes, il y avait une occasion où le sentiment national dut absorber tout autre sentiment chez un des notres et le faire passer par dessus certaines considérations d'importance mineure, c'était celle où la représentation du pays était appelée à se prononcer sur les événements désastreux dont la capitale vient d'être le théâtre. Eh! bien, qu'a fait M. Papineau, l'homme qui se dérange et que quelques uns ont représenté jusqu'à présent comme champion de nos intérêts nationaux? Se réunit-il à fin à ses compatriotes représentants qui, sans exception, vivaient ensemble? Non, lui seul encore une fois, il s'isole du reste de nos représentants pour aller grossir les rangs de ceux que les émeutiers, la vandaile de Montréal reconnaissent pour leurs chefs!!! Le nom de Papineau qui avait déjà souffert plusieurs atterrantes, se trouve flétrir, à jamais, par ce vote anti-canadien; et nous espérons pour l'honneur de notre race, qu'il ne se